

Soudan du Sud/Conflit

Le gouvernement dit en " avoir assez " de Riek Machar

AFP
Addis Abeba/Ethiopie

Une prise de position qui intervient au surlendemain de la rencontre à Addis Abeba entre le président Salva Kiir et son rival.

LE gouvernement sud-soudanais "en a assez" du chef rebelle Riek Machar et ne veut pas de lui dans le gouvernement d'union nationale, a déclaré hier à Addis Abeba le ministre de l'Information Michael Makuei, au lendemain d'un sommet régional destiné à relancer le processus de paix au Soudan du Sud. "Nous en avons assez de Riek Machar, des dommages que Riek Machar a causés aux Sud-Soudanais", a déclaré M. Makuei en conférence de presse, laissant

mal augurer du processus de réconciliation que tentent de promouvoir les principaux dirigeants d'Afrique de l'Est. "En tant que Sud-Soudanais, pas seulement le président, mais en tant que Sud-Soudanais, nous disons qu'assez c'est assez et s'il (Machar) veut être président, il n'a qu'à attendre les élections", a ajouté M. Makuei, un des durs du régime sud-soudanais. Le chef rebelle s'était entretenu mercredi soir à Addis Abeba avec le président sud-soudanais Salva Kiir, pour la première fois en deux ans. Cette rencontre a laissé percer l'espoir que puisse être trouvée une solution négociée à la guerre civile qui ravage le Soudan du Sud depuis décembre 2013. Mais la prise de position du gouvernement sud-soudanais, deux jours seulement



Photo : AFP

Juba ne veut pas du chef rebelle Riek Machar dans un gouvernement d'union nationale. Une prise de position qui augure mal du processus de réconciliation.

après cette entrevue symbolique, montre à quel point les inimités sont solidement enracinées, en dépit des sourires et accolades de façade. M. Makuei a accusé le chef rebelle d'avoir tout au long de sa carrière tenté plusieurs coups d'État, et es-

timé qu'il n'avait donc pas sa place dans un gouvernement d'union. "Nous ne voulons pas de lui politiquement", a-t-il insisté. Le gouvernement a cependant cédé à la requête des chefs d'État de l'Igad (Autorité intergouvernementale pour le

développement), l'organisation régionale qui œuvre depuis de longs mois à réactiver le processus de paix, de participer à une nouvelle rencontre entre MM. Machar et Kiir lundi à Khartoum, au Soudan. "C'était une décision des chefs d'État (de l'Igad) et nous la respecterons", a ajouté M. Makuei. Le ministre des Affaires étrangères Martin Elia a assuré, lors de la même conférence de presse, que le gouvernement restait déterminé à obtenir la paix et que c'est pour montrer son engagement en ce sens que M. Kiir avait accepté de rencontrer M. Machar. Le conflit au Soudan du Sud, qui a éclaté en décembre 2013, a fait des dizaines de milliers de morts, près de quatre millions de déplacés et provoqué une crise humanitaire catastrophique.

Centrafrique/Violences

Affrontements entre groupes armés près de Bria

AFP
Bangui/Centrafrique

Ils opposent des membres du FPRC, groupe armé issu de l'ex-rébellion de la Séléka prétendant défendre la minorité musulmane, à ceux d'une milice d'auto-défense antibalaka. Il y aurait des morts et des blessés.

DES affrontements opposent depuis mercredi deux groupes armés dans la région de Bria, ville du centre de la Centrafrique, a-t-on appris hier de sources concordantes. "On entend des crépitements d'armes depuis mercredi sur l'axe qui va vers

Ira Banda", au sud de Bria, a indiqué une source humanitaire sur place. La Mission de l'Onu en Centrafrique (Minusca) "a décidé d'envoyer une patrouille aujourd'hui (hier) sur la zone, au sud de Bria" a pour sa part déclaré Vladimir Monteiro, porte-parole de la Minusca. Ces affrontements opposent des membres du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), groupe armé issu de l'ex-rébellion de la Séléka prétendant défendre la minorité musulmane, à ceux d'une milice d'auto-défense antibalaka. "Il est signalé des morts et des blessés, mais il est difficile de dire combien exactement", a déclaré un conseiller municipal de



Photo : AFP

La ville de Bria au sud de laquelle des affrontements opposent depuis mercredi deux groupes armés.

Bria. Cette ville "n'est pas touchée directement, mais les activités tournent au ralenti. La population a peur et préfère rester sur ses gardes", a-t-il ajouté. Dans un communiqué publié hier, le FPRC évoque

des "opérations" menée mercredi par "des malfrats" qui, à une dizaine de km au sud de Bria, "ont braqué et utilisé par la force un véhicule d'ONG pour transporter leurs éléments, leurs armes et munitions".

Ces affrontements ont lieu alors qu'un chef antibalaka surnommé "Bokassa" qui avait quitté Bria y est revenu cette semaine, selon la Minusca. En Centrafrique, l'Etat ne contrôle qu'une maigre partie du territoire. Les groupes armés s'affrontent dans les provinces essentiellement pour le contrôle des ressources naturelles. La région de Bria est connue pour être riche en or et en diamants. Dans le nord du pays, à Ndele, deux groupes armés issus de l'ex-Séléka, dont le FPRC, se sont également affrontés mercredi faisant "plusieurs morts, civils et combattants", selon la Minusca et des sources locales.

Israël/Politique

Netanyahu dénonce la mise en examen " absurde " de son épouse

AFP
Jérusalem/Israël

Sara Netanyahu est mise en cause par la justice pour des frais de bouche au compte du contribuable. De quoi ouvrir la voie à un procès.

LE Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a dénoncé hier comme "absurde" la mise en examen de son épouse, accusée d'avoir fait passer pour près de 100 000 dollars (environ 58,5 millions de francs) de repas au frais du contribuable.

Le ministère de la Justice a annoncé jeudi la mise en examen de Sara Netanyahu pour "fraude" et "abus de confiance" présumés, ouvrant la voie à un procès. "Cette semaine, le record de l'absurde a été battu. Pour la première fois dans l'histoire a été présenté un acte d'accusation contre l'épouse d'un dirigeant à propos de repas dont certains ont été servis à des hôtes officiels et même à des chefs d'Etat", a affirmé le Premier ministre dans une vidéo publiée sur son compte Facebook. "La chose la plus absurde de cet acte d'accusation est qu'il est basé sur un règle-



Photo : AFP/L'Union

Pour le Premier ministre Benjamin Netanyahu, la mise en examen de son épouse représente le comble de l'absurdité.

ment administratif illégal, car il n'a pas obtenu l'aval de la commission des Finances de la Knesset (le Parlement)", a-t-il ajouté. La mise en cause de Mme Netanyahu, 59 ans, ne semble pas de nature à avoir un effet politique immédiat pour son mari, étranger au dossier. Mais elle s'ajoute aux différentes affaires de corruption présumée qui menacent le long règne du Premier ministre. Mme Netanyahu est soupçonnée d'avoir commandé entre septembre 2010 et mars 2013, pour elle-même, les membres de sa famille et des invités, des centaines de repas repré-

sentant "plus de 350 000 shekels" (54,3 millions de francs), selon le ministère de la Justice. La justice lui reproche d'avoir menti en invoquant faussement l'absence de cuisinier à la résidence du Premier ministre pour faire livrer, jusqu'à des dizaines de fois un même mois, des repas de différents établissements de Jérusalem, italiens, asiatiques ou proche-orientaux. Ezra Saidoff, ancien directeur général adjoint au bureau du Premier ministre, a lui aussi été mis en examen.

L'Afrique en bref

- **Comores/Politique. Arrestation de trois dirigeants d'opposition**
Les responsables de trois partis d'opposition comoriens ont été arrêtés par la police hier à Moroni lors d'une manifestation dénonçant le référendum constitutionnel prévu le mois prochain à l'initiative du président Azali Assoumani.
- **Ethiopie/Politique. Un groupe d'opposition annonce cesser ses attaques armées**
Le groupe d'opposition éthiopien Ginbot 7 a annoncé hier qu'il cessait ses attaques armées dans le pays, en signe de satisfaction après les réformes engagées par le nouveau Premier ministre, Abiy Ahmed.
- **Nigeria/Jihadistes. Des commandants présumés de l'EI en Afrique de l'Ouest arrêtés**
Les services de renseignement nigériens ont annoncé avoir arrêté deux commandants présumés de l'Etat islamique d'Afrique de l'Ouest (ISWAP), une faction dissidente du groupe jihadiste Boko Haram, qui préparaient des attaques d'envergure dans le pays.

A travers le monde

- **Afghanistan/Violence. Les talibans kidnappent 43 employés**
Les talibans ont kidnappé 43 personnes employées à la construction d'une route lors d'une attaque dans le sud de l'Afghanistan qui a également tué quatre policiers, a-t-on appris hier de source officielle.
- **Etats-Unis/Immigration. Trump accuse les démocrates**
Le président des Etats-Unis Donald Trump a accusé hier ses adversaires démocrates de colporter des "histoires bidons de tristesse et de chagrin" sur les enfants séparés de leurs parents migrants à la frontière mexicaine.
- **Indonésie/Justice. Attentats de Jakarta en 2016 : peine de mort pour un extrémiste islamiste**



Photo : AFP

Le prédicateur Aman Abdurrahman, un extrémiste islamiste, a été condamné hier à la peine de mort en Indonésie pour avoir ordonné les attentats suicide à Jakarta en 2016, premières attaques meurtrières revendiquées par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Asie du Sud-Est.